

## Un lot d'armes Ã feu saisie au nord de Bujumbura

PANA, 21/03/2009 Bujumbura, Burundi - Un lot composÃ© de sept armes de petit calibre, vingt chargeurs garnis de munitions pour fusil de type Kalachnikov, cent cartouches et des effets militaires a Ã©tÃ© saisi lors d'une opÃ©ration de fouille dans le quartier rÃ©sidentiel huppÃ© de Mutanga, dans le nord de la capitale burundaise, Bujumbura, a appris la PANA auprÃ©s de la police. Jusqu'Ã© , les opÃ©rations du genre s'Ã©tendaient surtout concentrÃ©es sur les quartiers populaires de la ville de Bujumbura oÃ¹ rÃ©gne une plus grande insÃ©curitÃ©.

Plus de 10.000 armes Ã©gÃ©res et de petit calibre ont Ã©tÃ© rÃ©cupÃ©rÃ©es en trois ans d'une campagne nationale de dÃ©sarmement encore timide, les civils s'Ã©tant considÃ©rablement Ã©quipÃ©s durant la dÃ©cennie Ã©coulÃ©e de guerre civile. Selon certaines ONG locales, quelque 100.000 mÃ©nages dÃ©tiendraient illÃ©galement des armes Ã feu au Burundi. Une commission nationale chargÃ©e du dÃ©sarmement des civils a Ã©tÃ© mise sur pied et dotÃ©e d'un budget de 300 millions de francs burundais, soit prÃ©s de 300.000 dollars des Etats-Unis. La commission a Ã©galement reÃ§u 500.000 dollars du Bureau intÃ©grÃ© des Nations Unies au Burundi (BINUB) pour mener Ã© bien les opÃ©rations de dÃ©sarmement et consolider la paix dans un pays qui tente difficilement de sortir de plus de 15 ans de guerre civile. Cet argent doit en principe permettre d'inciter la population Ã© rendre les armes qu'elle dÃ©tient. Le chef de l'Ã©tat burundais, Pierre Nkurunziza, a demandÃ© rÃ©cemment Ã© la police et Ã© l'armÃ©e de tout mettre en Ã©uvre pour que les armes soient vidÃ©es des mains des civils afin de permettre une tenue sereine des secondes Ã©lections gÃ©nÃ©rales post-conflit, prÃ©vues normalement Ã© l'Ã©tÃ© 2010. Outre les soucis sÃ©curitaires liÃ©s aux armes Ã© feu dÃ©tenues illÃ©galement par des civils, le Burundi souffre de l'absence d'un cessez-le-feu global et dÃ©finitif dans la guerre ouverte entre l'Ã©tat burundais et les Forces nationales libÃ©ration (FNL), derniÃ©re rÃ©bellion encore active dans ce pays. Lors d'une confÃ©rence de presse, vendredi, le ministre de la SÃ©curitÃ© publique, Alain Guillaume Bunyoni, a nÃ©anmoins jugÃ© la sÃ©curitÃ© Ã© travers le pays "globalement bonne". S'il lui, le processus de dÃ©sarmement, dÃ©mobilisation et rÃ©intÃ©gration (DDR) des ex-combattants rebelles dans une nouvelle vie socioprofessionnelle devrait aider Ã© l'amÃ©lioration encore plus sensible de la sÃ©curitÃ© nationale. Plus de 3.500 des 21.000 combattants que revendiquent les FNL sur le terrain ont commencÃ© cette semaine Ã© quitter diffÃ©rentes positions clandestines de l'ouest et du sud du pays et se trouvent actuellement Ã© Rubira, une localitÃ© du nord du Burundi oÃ¹ se feront les opÃ©rations de DDR prÃ©vues pour durer deux semaines.